

Populisme de gauche : l'impasse (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chaballier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 12 41) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

APPEL

Après les états généraux du 3 février, poursuivons nos combats pour le progrès social

Les états généraux du progrès social, organisés le 3 février par le Parti communiste français, ont constitué un rendez-vous national important dans la riposte à la politique d'Emmanuel Macron, un lieu de convergence de militant-e-s politiques, syndicaux et associatifs, de citoyen-ne-s engagés dans des luttes et des projets qui portent l'ambition d'un nouveau progrès social pour la France. Plus de 1 000 personnes ont participé à ce rendez-vous.



Leur message doit être entendu par le Président de la République et le gouvernement :

- La politique du pouvoir aggrave les inégalités et conduit à fracturer notre société en deux : une société d'insécurité sociale, toujours plus précaire, pour des millions de nos concitoyen-ne-s et une société d'aisance et de bien-vivre pour une minorité aisée, pour les plus riches et les détenteurs de capitaux. Cette politique, non seulement met à mal les grandes conquêtes sociales et s'oppose aux valeurs de la République, mais empêche également un avenir de progrès pour tou-te-s.

- A l'opposé de la vision présidentielle d'une start-up nation inégalitaire, un nouveau progrès social pour la France est possible. Nous voulons une politique d'égalité et de solidarité, à commencer par l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines. Une politique qui vise l'émancipation au travail, la sécurisation de l'emploi et de la formation, une nouvelle industrialisation, le développement des services publics et de la protection sociale, le droit au logement pour toutes et tous et la promotion des communs. Une politique qui garantit les droits fondamentaux de chacun-e.



Une politique qui prend soin de nos aînés et qui offre un avenir à la jeunesse.

Nous appelons nos concitoyen-ne-s, les forces de gauche, politiques, syndicales, associatives, à agir ensemble et à amplifier ce message dans les mois qui viennent, en développant dans tout le pays des fronts de luttes et de progrès pour la France :

- Pour une sécurisation de l'emploi et de la formation qui donne un coût d'arrêt aux suppressions de milliers d'emplois dans le pays et oppose à la précarité, à la souffrance au travail, au contrôle accru des chômeurs, au manque de formation, le droit à un travail émancipé, à une rémunération à la hauteur de sa qualification, à une protection sociale pour tous les travailleurs-euses. Amplifions la mobilisation pour l'égalité professionnelle. Participons aux mobilisations en cours, notamment celle des salariés de Carrefour du 5 au 10 février.

- Pour les droits des femmes, l'heure est à donner un prolongement au mouvement de libération de la parole des femmes pour mettre fin aux violences faites aux femmes

(suite à la page 2)

SERVEZ-VOUS



En hommage aux neuf victimes de la répression sauvage du 8 février 1962

RDV
JEUDI 8 FÉVRIER,
11 h 30 AU MÉTRO
CHARONNE
ET À 13 h
AU CIMETIÈRE
DU PÈRE LACHAISE

PARLEMENTAIRES COMMUNISTES

12 février
Lyon : départ du tour de France des parlementaires pour l'hôpital public et les Ehpad



Pierre Laurent Une méthode pour construire

Tirant les conclusions des états généraux du progrès social, le secrétaire national devait notamment déclarer :

« La journée a été riche, très utile, et elle nous ouvre à tous de nouvelles perspectives. C'était son but. Ces états généraux du progrès social sont une étape, une démarche, une méthode que nous allons poursuivre et améliorer tous ensemble en avançant. (Ils) reposent sur une conviction qui a été exprimée par vous toutes, par vous tous, au cours de la journée, une conviction forte : vivre dignement au 21^e siècle, c'est possible ! Et le monde du profit dans lequel nous vivons nous en empêche et c'est insupportable ! (...)

Cette journée n'est pas un rappel de principes généraux, aussi justes soient-ils ! C'est une étape, je l'ai dit, une méthode pour construire nos luttes dans la durée et pour gagner. Nous voulons un calendrier d'actions, une démarche dans la durée pour faire entrer dans la vie des changements palpables, et l'ambition concrète d'un nouveau progrès social. Pour gagner, il faut des idées, comme celles que nous avons échangées, des idées pour démonter le dogmatisme libéral, des idées nouvelles pour produire, vivre, coopérer autrement. Pour gagner, il faut de la ténacité, car les luttes que nous menons seront gagnées dans la durée. Pour gagner, il faut conquérir de nouveaux pouvoirs, de l'entreprise au plus

haut sommet de l'État. Et pour gagner, il faut de l'unité, donc notre démarche sera de toujours rassembler, sans exclusive, sans polémique inutile, dans le respect de tous.

Nous avons permis pour cela à une multitude d'actrices et acteurs de luttes de se retrouver, de mettre en commun leurs propositions et expériences, pour mieux converger dans l'action. Je vous appelle à amplifier cette démarche dans tout le pays, en popularisant dès demain l'appel des états généraux qui vient d'être lu.

(...) Je veux conclure en ouvrant quelques perspectives à la poursuite de nos combats. D'abord, nous allons les amplifier partout sur le terrain. Sans cet ancrage de terrain, sans la bataille d'explication, de démonstration, sans la construction de propositions alternatives, sans la passion du rassemblement, rien de solide ne se construira. La convergence doit, elle aussi, progresser à travers la conscience commune des intérêts partagés par tous les acteurs, toutes les actrices de ces luttes. Nous voyons bien que le progrès social se décline à toutes les échelles, de la plus locale, départementale, régionale, nationale, à la plus vaste, européenne ou mondiale. De nombreux rendez-vous sont fixés. De plus en plus, et c'est tant mieux. (...)



Nous mettrons à la disposition de tous d'autres rendez-vous de travail et d'action, utiles au développement des luttes sur tous les fronts. Investir tous les terrains, c'est aussi une condition pour que nos luttes soient victorieuses. (...) Voilà un menu de travail qui pourrait démentir les pronostics officiels. Saisissez-vous de chaque combat en cours, de chaque rendez-vous, de chaque date et, appel en main, allez à la rencontre d'un maximum de nos concitoyens, d'un maximum d'associations, de syndicalistes. Créons une dynamique qui nous permettra, en investissant résolument la société, d'arracher des victoires qui seront autant de jalons pour créer des majorités d'idées et d'actions, et demain une nouvelle majorité politique. Ce que nous allons mettre en œuvre concrètement, c'est un immense front des luttes ! N'ayons pas peur de notre propre ambition : nous voulons gagner ! Et nous sommes capables de reconstruire les chemins de victoires ! Pour le progrès social de tous ! »



(suite de la page 1)

dans les foyers, les lieux de travail et l'espace public, pour le partage des pouvoirs, pour l'éducation à l'égalité de la crèche à l'université, pour l'égalité professionnelle, la revalorisation des métiers dit féminisés et le droit à disposer de son corps.

• **Pour un accueil digne des migrants** à l'opposé du projet asile-immigration du gouvernement qui sera une des lois les plus répressives que le pays ait connu. Avec les associations, nous demandons l'accueil inconditionnel, l'ouverture de nouvelles places d'hébergement pour le garantir, le droit au travail pour tous les migrant-e-s, l'abrogation du délit de solidarité.

• **Pour une nouvelle industrialisation de la France** pour répondre aux besoins du pays, aux exigences sociales et écologiques. Mobilisons-nous pour stopper la vente de fleurons de notre industrie comme Alstom et pour développer une stratégie industrielle avec les travailleurs-euses et les habitant-e-s des territoires concernés. Il n'y aura pas de grandes réponses aux défis du siècle sans reconquête industrielle et relocalisation des productions.

• **Pour un service public et une protection sociale du XXI^e siècle : pour une politique de santé publique** qui donne les moyens aux personnels de l'hôpital public et des Ehpad de rem-

plir leurs missions, pour le droit à la retraite et pour le 100 % sécurité sociale à l'opposé des attaques actuelles contre son financement. Participons aux mobilisations des prochaines semaines, aux côtés des retraités et des personnels des Ehpad le 15 mars, soutenons le tour de France des parlementaires communistes qui vont à la rencontre des soignant-e-s et, le 23 juin prochain, soyons au rendez-vous à Paris pour la défense des hôpitaux de proximité.

• **Pour une école et un enseignement supérieur de l'égalité**, démocratisée, pour le partage des savoirs et le développement de la recherche à l'opposé du dispositif « Parcours sup » et de la réforme du lycée. Participons à la prochaine journée d'action intersyndicale du 6 février. Mobilisons-nous également le 8 février avec les cheminots **pour un service public ferroviaire de qualité** et avec les travailleurs-euses de tous les secteurs qui ont rejoint cette date de mobilisation.

• **Pour le droit au logement pour tous et toutes**, le logement comme un bien public cogéré avec les habitant-e-s au plus près des territoires, grâce à un service public national du logement, à l'opposé de la politique actuelle de baisse de l'APL et de casse du logement social. Participons à la journée de mobilisation du 24 mars à l'appel de la CNL.

• **Pour la défense de nos communes et de nos départements et un plan d'urgence pour les territoires les plus fragiles de nos villes et de nos campagnes** : participons à la journée de mobilisation du 7 février contre la disparition des départements ; soyons nombreux, le 18 mars prochain, pour défendre la commune, maillon essentiel de la vie démocratique ; poursuivons la mobilisation engagée avec les états généraux de la politique de la ville initiée par Grigny ; et encourageons la "marche vers l'Elysée", samedi 9 juin prochain, initiée par les élu-e-s communistes des Hauts-de-France pour porter les cahiers des colères et des espoirs de toute une région et dire "Arrêtez l'austérité et les vieilles recettes libérales, nous voulons

du "neuf !" ; prendre le pouvoir sur la finance et mettre l'humain au cœur de tous les choix.

Toutes ces mobilisations portent en elles un avenir de progrès pour notre pays. De nouvelles victoires sont possibles en les amplifiant.

Toutes portent en commun une nouvelle utilisation de l'argent, le recul du coût du capital, des dividendes versés aux actionnaires et des intérêts payés aux banques, pour réorienter le crédit vers la réponse aux besoins sociaux et écologiques. **Toutes portent en commun la nécessité de nouveaux droits pour les salarié-e-s** : le refus de la toute-puissance patronale et la nécessité d'un travail émancipé, la reconnaissance de l'expertise des travailleurs-euses, de leur qualification, de leur droit à peser sur les choix des entreprises jusqu'aux choix stratégiques. **Toutes portent en commun la nécessité d'un changement des institutions européennes et mondiales** pour les réorienter au service de l'intérêt général et de la protection de la planète.

Chacune et chacun d'entre nous peut agir pour faire grandir cette alternative. Ensemble, construisons un nouveau progrès social pour la France !



La question sociale au cœur

Un mouvement social diversifié se développe avec le soutien de l'opinion. Les communistes œuvrent pour une convergence des luttes, un front des luttes. Entretien avec Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national du PCF.



Communistes LES MOBILISATIONS SOCIALES S'AMPLIFIENT. TES COMMENTAIRES ?

ISABELLE DE ALMEIDA : Le président Macron et son gouvernement ont pensé que leur "coup" antidémocratique avec la loi travail allait scotcher, geler toute expression de riposte à leur politique. Mais on voit bien qu'après la trêve hivernale, il y a un regain des luttes. Des dates de mobilisations sont fixées pour le premier trimestre, pour le second trimestre. Il faut dire que le budget Macron ne passe pas. Comme ne passe pas son étiquette de président des riches. Et ce budget, il se fait sentir maintenant, concrètement, dans la vie des concitoyens, dans leur pouvoir d'achat : CSG des retraités, hausse de prix, tarifs d'autoroute, de l'énergie, du tabac, budgets en baisse des services publics, fermetures de classes ou d'écoles... On voit bien que la question sociale est au cœur du mécontentement, qu'elle est le moteur de mobilisations. J'ajoute que les sondages montrent un large soutien de l'opinion aux luttes, c'est un point très important. 87 % des personnes interrogées soutiennent les mouvements sociaux en cours, un soutien qui traverse tous les électors. 64 % des sondés pensent que tout cela pourrait déboucher sur une mobilisation générale. Les enquêtes montrent aussi qu'il existe un soutien fort aux services publics. Bref, entre l'austérité en cours et la satisfaction des besoins sociaux, il y a bien une contradiction majeure.

Communistes QUELS THÈMES REVIENNENT DANS CES LUTTES ?

I. D. A. : Viennent fort dans le débat les questions du pouvoir d'achat, des services publics (et notamment des services publics de proximité), de la reconnaissance du travail, du travail bien fait. Les salariés ne veulent pas être considérés comme des pions, des éléments "jetables". C'est le cas de la mobilisation en cours chez Carrefour, que nous soutenons.

On retrouve ces mêmes revendications sur les plateformes logistiques comme Amazon. On mesure aussi les conséquences concrètes des ordonnances sur le travail. Là, il y a l'exemple de Gemalto. La question de l'égalité, de la dignité, de la protection (égalité hommes/femmes, égalité de traitement la vie durant, égalité territoriale, égalité d'accès au service public, à l'université, égalité citoyenne, accueil des migrants), ces exigences montent très fort au cœur des mobilisations. Dans le même temps s'accumulent les rapports qui prouvent (dans notre pays comme dans le monde) que s'il y a un appauvrissement du plus grand nombre, il existe des masses d'argent qui pourraient être utilisées autrement.

Communistes LUTTES SOCIALES, LUTTES DÉMOCRATIQUES AUSSI ?

I. D. A. : Oui, toutes ces luttes qui rebondissent, qui convergent, concernent le social et concernent aussi l'enjeu démocratique. Il faut préserver des lieux de démocratie, c'est vrai pour les départements comme pour les communes. Il y a un fourmillement d'initiatives. On peut identifier des fronts de lutte et d'initiatives qui s'ancrent dans la durée. Il peut s'agir de luttes portées par les syndicats ou/et qui unissent usagers, citoyens, organisations politiques, élus, associations. Dans plusieurs endroits, ces batailles remportent des victoires. Comme ce bureau de poste dans le Loiret où la fermeture est enrayée. Le fil conducteur de ces actions, c'est le progrès social, comme viennent de le redire les états généraux de ce week-end. Toutes les initiatives qui font reculer les inégalités, qui portent les exigences d'égalité, de dignité sont à amplifier. Je prends l'exemple de l'appel des militants et élus des Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais et Picardie) pour faire du 9 juin une marche sur l'Élysée. Ils vont dire que leur région est en état d'urgence, elle souffre du libéralisme, il faut changer d'orientation. Ce type d'action peut rencon-

trer des échos dans d'autres régions, d'autres départements, d'autres communes ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

Quelques dates de mobilisations

- 6 et 8 fév. : à l'appel de l'intersyndicale des enseignants et des organisations de jeunesse pour l'égalité, contre la réforme du Bac et contre la sélection à l'Université
- 7 fév. : contre la suppression des départements en Île-de-France
- 5 au 10 fév. : les salariés de Carrefour contre le plan de suppressions d'emplois
- 8 fév. : cheminots, RDV militant, 13 h place de la République, Paris (+ Alstom, EDF/GDF, services publics)
- 12 fév. : à Lyon : départ du tour de France des parlementaires communistes pour l'hôpital public
- 12 fév. : rassemblement de soutien à ATTAC
- 14 fév. : action "coup de poing", APEIS, CGT Chômeurs...
- 7 et 8 mars : sept propositions de lois des groupes communistes
- 15 mars : mobilisation à l'appel des syndicats des Ehpad et les organisations syndicales des retraités-e-s contre la hausse de la CSG
- 18 mars : élus et la Commune, place de la République, Paris
- 24 mars : le logement à l'appel de la CNL
- 9 juin : Hauts-de-France à l'Élysée
- 23 juin : mobilisation pour la défense des hôpitaux et maternités de proximité

PLANÈTE

L'Amérique latine face à la contre-offensive néolibérale



Au sortir des années 1980, il n'est pas passé inaperçu pour de nombreux progressistes que l'Amérique latine, sous le joug d'un néolibéralisme effréné, a fait un virage vers une nouvelle époque. C'est sans nul doute l'élection d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998 qui a marqué le pas à de nombreuses mobilisations populaires et politiques mettant à mal les droites latino-américaines amenant la gauche au pouvoir dans les principaux pays de ce continent.

A ce moment-là, l'on assistera à d'importantes avancées sociales, politiques et économiques, sur des bases de souveraineté, d'autonomie et de dignité. Dans la période, c'est la hausse des matières premières qui sera le socle permettant le développement d'une richesse qui dégagera des marges pour un réinvestissement dans le « buen vivir » (bien-vivre) des peuples latino. En parallèle, la mise en œuvre de politiques redonnant la parole aux plus modestes, des perspectives aux plus pauvres, des droits aux travailleurs, de la dignité aux paysans, tout comme s'attaquant au pouvoir des banques, des médias et des vieux partis, a réveillé une contre-offensive sans précédent des tenants du capitalisme, adoubs par un pouvoir états-unien voyant ses terres de prédilection lui échapper.

S'appuyant sur un contexte économique international défavorable né de la crise financière de 2008 et de la récession qui s'ensuit, un effet d'aubaine va s'ouvrir pour une stratégie réactionnaire d'ensemble sur le continent latino-américain, articulée autour d'arguments portés dans la bataille

idéologique et médiatique, comme quoi le modèle économico-social de la gauche n'était pas tenable et aurait échoué, tout comme les pouvoirs progressistes seraient corrompus et démontreraient ainsi leur absence de moralité. C'est de là que naîtront les contre-offensives néolibérales sur le continent dès le début du XXI^e siècle : coup d'État (raté) contre Chávez en 2002, tentatives de déstabilisation contre la Bolivie (2008), le Honduras (2009), l'Équateur (2010) et le Paraguay (2012) avec le coup d'État institutionnel contre Fernando Lugo. S'ensuivra un véritable retournement du cycle économique en cours ouvrant la porte à un tournant conservateur bénéficiant d'un soutien international, avec à l'appui d'importants financements étrangers et une ingérence sans limite contre les souverainetés populaires.

Depuis 2014, cette contre-offensive n'a plus de limites et c'est sans états d'âme que s'organisera dans la période l'étouffement économique du Venezuela, le coup d'État parlementaire au Brésil, la judiciarisation de la politique, avec les menaces contre les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine), tout comme contre le vice-président Jorge Glas en Équateur ; ou encore, la falsification des résultats électoraux au Honduras, les diverses sanctions ou blocus de la part des pays occidentaux comme l'Europe et les États-Unis, où des institutions comme le FMI. Contre-offensive qui amenuise le nombre de gouvernements progressistes sur ce continent, engendrant un danger de déstabilisation de toute

la région et menaçant les coopérations et souverainetés construites ces dernières années.

Avec ce contrecoup, l'on assiste là à une contradiction, au moment même où la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies démontre que près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne au cours de la dernière décennie, grâce aux politiques des gouvernements de gauche. La gauche latino-américaine est confrontée à un défi de taille et à faire son autocritique tout en gardant confiance en ses capacités et celles des forces populaires. Face aux attaques incessantes des forces réactionnaires, des élites et des médias, qui n'hésitent pas à utiliser la moindre de leurs erreurs pour semer le doute, son principal enjeu est peut-être aujourd'hui de prendre à bras-le-corps les contradictions et erreurs qui ont sillonnées les différents processus politiques et surtout en ne renonçant pas.

De nouvelles batailles s'annoncent avec les différents processus électoraux qui vont cadencer l'année 2018 sur le continent, où la question du rassemblement populaire majoritaire, qu'il soit social et politique, démocratique, environnemental et pour la paix sera sans nul doute la clé de voûte pour repartir à la conquête de l'émancipation humaine. ✪

Laurent Péréa
membre du Conseil national du PCF
responsable-adjoint des Relations internationales

Note du collectif Idées Populisme de gauche : l'impasse

L'intention de cette note n'est pas de proposer une analyse du/des populisme(s). Un phénomène mondial ré-émergent fortement depuis la crise de 2008 prenant appui sur les frustrations des couches moyennes et populaires. Un phénomène nationaliste, voire identitaire, autoritaire et xénophobe porté par l'extrême droite et une partie de la droite. Et dont les traits marquants sont la référence au peuple, opposé aux « élites », la tentation de passer par-dessus les corps intermédiaires, la mise en cause des pouvoirs judiciaires et l'accusation des médias, la valorisation d'une « culture » dite populaire mais en réalité aliénante, la réfutation de la lutte de classe, le culte du chef.

Un populisme de gauche ?

Notons que cette notion est utilisée certes par certains acteurs se trouvant à la gauche de l'échiquier politique, mais aussi par les tenants du système pour renvoyer sur le même plan les soi-disant deux extrêmes dans la même détestation et mépris des couches populaires. Et qui se moule aussi dans la campagne visant à rendre obsolète le clivage gauche/droite. Une campagne – et ce n'est pas injurier la vérité de constater qu'elle est déclinée, certes chacun à sa manière, par LREM, le FN, la FI. Mais c'est aussi – et c'est ce qui nous préoccupe ici – une notion justifiée théoriquement. Ce populisme prend ses racines dans les expériences latino-américaines des dernières décennies. Le populisme de gauche est devenu une référence théorique fondamentale pour différents mouvements progressistes, notamment Podemos et la France insoumise. Ce concept est notamment issu des travaux de deux philosophes, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, dont l'ambition est de proposer une alternative aux théories libérales de la « troisième voie », mais aussi au marxisme. Il s'agit de penser le politique à partir des multiples demandes et mouvements (de classe, féministes, minorités sexuelles, écologiques, nationaux, etc.). Renvoyé à une « essentialisation uniquement de classe », le marxisme « n'est pas suffisant » pour comprendre les nombreux mouvements politiques. Comme l'affirme elle-même Chantal Mouffe : « *Le populisme, ce n'est ni un idéal de société ni un régime. C'est une stratégie d'organisation du mouvement politique qui dépend de la conjoncture. Aujourd'hui en Europe, nous vivons un moment populiste en réaction à la post-démocratie, conséquence de la globalisation néolibérale dont l'ennemi est la souveraineté populaire. Derrière des formulations parfois xénophobes, c'est une réaction au libéralisme. C'est comme un cri qui dit "On veut être écoutés, on veut exister", dans la mesure où le Parti socialiste leur tourne le dos. C'est un terrain fertile pour le populisme de droite. Dans cette conjoncture, il faut développer un populisme de gauche.* » C'est un courant poli-

tique qui se fixe pour objectif de « *construire un peuple* » comme sujet politique en le posant comme un « *nous* » face à un « *eux* », selon la discrimination ami/ennemi chère à Carl Schmitt. Et « *pour créer une volonté collective à partir de demandes hétérogènes, il faut un personnage qui puisse représenter leur unité, je crois donc qu'il ne peut pas y avoir de moment populiste sans leader, c'est évident* », ajoute-t-elle.

Ajoutons qu'est revendiquée la mobilisation des affects, des passions. Ces derniers construiront la formation des volontés collectives susceptibles de faire peuple.

Une impasse

Faut-il voir dans le succès de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, de l'installation de la FI comme première force à gauche (encore que le nombre de députés PS est quasiment l'équivalent de ceux du PCF et FI réunis) le résultat du pari populiste ? Quelle est la part du vote « utile » à gauche pour Jean-Luc Mélenchon aux dépens de Benoît Hamon ? Les dégâts de la politique libérale impulsée par Hollande et dans la foulée le rejet du PS et les difficultés rencontrées pour rendre crédibles le combat politique de classe expliquent certainement le succès du « dégaisme ». L'installation durable de la FI comme force politique s'accompagnera-t-elle de la poursuite de la stratégie populiste ? L'avenir nous le dira. Mais il est certain que la stratégie d'opposition entre le peuple et l'oligarchie est dangereusement ambiguë. Si l'on construit le peuple autour d'un leader charismatique, on relègue nécessairement au dernier plan l'auto-organisation et l'auto éducation des citoyens. On subordonne la créativité populaire et l'innovation sociale à la cohérence supposée d'une direction unique.

Comme le souligne Pierre Laurent dans son livre *99 %*, il faut choisir entre « *pouvoir citoyen* » ou « *culture du chef* ». La personnalisation contamine toute la vie démocratique, comme si une personne seule comptait plus que l'intelligence collective sur tous les sujets. C'est une aberration et un anachronisme dans les sociétés complexes du XXI^e siècle. Il y a besoin de collectif pour décider et contrôler. Certes est posée la question d'unifier politiquement les « 99 % ». A l'inverse de la FI ce n'est pas dans la mobilisation des affects et la détestation de « l'autre » (oligarchie, médias, corps intermédiaires...), la recherche du clivage, que la construction d'une société émancipatrice verra le jour. Il n'y a pas de raccourci possible sauf à échouer devant les résistances multiples que le système saura mobiliser. Seule une volonté construite en commun autour de choix de civilisation, d'objectifs programmatiques construits collectivement, donc défendus collectivement, pourra annihiler les tentatives de sauvegarde de l'ordre existant des forces multiples du « système ». On ne fait pas le bonheur du « peuple » à sa place. Il s'agit de construire un « peuple pour » et non un « peuple contre ».

Allons plus loin : devant les évolutions inquiétantes des politiques de domination à l'œuvre, l'urgence de résoudre les problèmes engendrés par la logique d'accumulation du capital, devant les défis (économiques, sociaux, culturels, démocratiques, écologiques...) posés à la planète, l'enjeu est d'aller plus loin que l'insoumission. Il est d'investir les pouvoirs partout où ils permettent d'amorcer une autre logique. En s'appuyant sur des mobilisations massives et majoritaires. La réalité étant ce qu'elle est (sauf à entrevoir une possibilité d'imposer d'autres choix dans un cadre non démocratique), il n'y a pas d'autre voie que celle d'une politique de rassemblements, dans les luttes, les confrontations électorales dans une perspective majoritaire, de toutes les forces mobilisables sur des objectifs progressistes en respectant leur pluralité. De l'échelon local à l'international, en passant par celui du cadre national et bien entendu européen. ✪

Patrick Coulon

Familles

Les 200 familles ? Un vieux mythe coco, diront les malins. Le fric concentré entre quelques mains ? Une histoire qui remonte à la nuit des temps, car aujourd'hui, l'heure serait à un capitalisme sans visage, dilué, universel, anonyme, fonds de pension et compagnie. Certes, certes. Quoique. Une étude de la société boursière Euronext sur l'actionnariat des entreprises du CAC 40 établit, ces jours-ci, que, si « *les gestionnaires d'actifs* » (Blackrock, Natixis) sont bien sûr en forme, « *les multinationales sont encore largement détenues par les familles des fondateurs, soit 60 % de la capitalisation du CAC 40* ». Premier actionnaire connu du CAC 40 fin 2016, le groupe familial Arnault, par exemple, détient 43 milliards d'euros, suivi de la famille Bettencourt Meyers puis de la famille Pinault. Autre enseignement de l'étude : l'État français pèse de moins en moins dans cet actionnariat (3 % contre 17 % pour les familles). Comme quoi tout change et rien ne change. En même temps. Comme dirait le Président. ✪

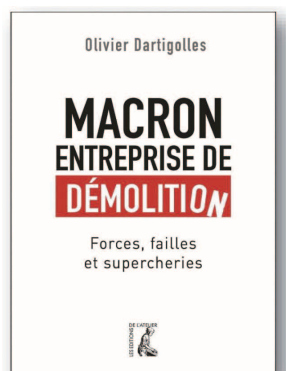
Gérard Streiff



États généraux du numérique
REPRENONS LE POUVOIR !
9 & 10 mars 2018 / ETGN2018.FR
PCF

MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Olivier Dartigolles
Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles
(144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF, Jean-Louis Le Moing,
2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris
Prix préférentiel pour les fédérations



Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)

7 FÉVRIER
8 FÉVRIER
9 FÉVRIER

AVEYRON
TOULOUSE
CAHORS

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.